

Voiture électrique : une transition qui va faire perdre des milliards à l'État

Article rédigé par *Economie Matin*, le 08 décembre 2023

Source [Economie matin] : Le passage aux véhicules électriques, bien que bénéfique pour l'environnement, s'annonce comme un défi économique majeur pour l'État français. Dans son rapport publié le 5 décembre 2023, la Direction générale du Trésor tire la sonnette d'alarme et révèle que l'adoption des voitures électriques pourrait coûter plusieurs milliards d'euros à l'État.

Voiture électrique : leur adoption pourrait coûter 13 milliards à l'État d'ici 2030

La révolution électrique dans le secteur automobile, propulsée par la décision de la Commission européenne d'interdire la vente de véhicules thermiques dès [2035](#), ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire de la mobilité. Mais derrière ce progrès écologique se cache un défi de taille pour l'État français : la perte de milliards d'euros de recettes fiscales liées au carburant. La Direction générale du Trésor, dans son rapport publié le 5 décembre 2023, estime que la transition vers les voitures électriques représenterait un manque à gagner de 13 milliards d'euros à l'État d'ici à 2030.

Le gouvernement se trouve donc confronté à un dilemme économique majeur, et l'enjeu économique de la transition énergétique ne fera que croître au fil des années. Avec la disparition progressive des carburants, la France renoncera à 41 milliards d'euros de recettes annuelles.

Entre décarbonation et nécessité fiscale : quelles solutions pour l'État ?

La transition vers l'électrique n'est donc pas sans coûts pour l'État, qui doit repenser ses sources de revenus. Avec l'abandon progressif des carburants issus des énergies fossiles, dont les prix, nous le rappelons, sont composés à 60 % de taxes, la France pourrait faire face à une perte de plus de 30 milliards d'euros d'ici à 2050. Un chiffre qui donne le tournis et qui est d'autant plus alarmant lorsqu'on considère que la Direction générale du Trésor estime que la France devra investir à plus de 110 milliards d'euros pour atteindre ses objectifs de décarbonation. Et le gouvernement ne semble pas enclin à revenir sur sa décision, comme en témoigne la récente déclaration du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire : « *La France doit devenir la première économie verte d'Europe en 2040* ».

[Lire la suite](#)